

Vente à la découpe : des élus de gauche soutiennent les locataires

PARIS, 18 mars 2005 (AFP) - Des élus de gauche ont manifesté vendredi soir leur soutien aux locataires victimes de vente à la découpe, se disant prêts à user de tous les moyens pour qu'une loi réglementant le problème voie le jour.

Les députés Dominique Strauss-Kahn (PS), Patrick Bloche (PS), Martine Billard (Verts), la sénatrice Nicole Borvo (PCF), Jean-Luc Mano, adjoint PS au logement du maire de Paris, Jacques Daguenet (PCF), conseiller de Paris, ont participé à une réunion organisée à la mairie du 1Ve par le Collectif qui regroupe 38 associations des ventes à la découpe.

Claude Goasguen, président du groupe UMP du Conseil de Paris, et Françoise de Panafieu, maire UMP du XVIIe, dont la présence était annoncée, étaient absents.

"Le problème tient au fonctionnement même du capitalisme", a estimé M. Strauss-Kahn, soulignant que ce qui était proposé par le gouvernement était "absolument pas suffisant". "Il faut commencer, comme l'a proposé le maire de Paris Bertrand Delanoë, par un moratoire, le temps de mettre en place une législation qui soit normale, comme à New York par exemple".

M. Mano, qui a trouvé "scandaleuse" l'attitude des marchands de biens, a assuré que lors du prochain Conseil de Paris, le 18 avril, serait proposé un arrêté municipal imposant un moratoire.

Il a reconnu que ce décret serait "contestable et contesté", la mairie n'ayant pas de pouvoir sur les rapports entre bailleurs et locataires, mais qu'il pourrait être "utile" pour les actions des associations

M. Mano a fait valoir aussi que dans les quatre derniers mois la mairie avait réussi à faire acheter 400 logements mis en vente à la découpe pour le parc de logement social intermédiaire.

Martine Billard a estimé qu'il fallait "se battre pour maintenir un secteur locatif, partout où c'est possible".

Considérant que l'accord sur la protection des locataires proposé par le ministre au logement Marc-Philippe Daubresse était "une coquille vide", "un simple toilettage", élus et locataires sont tombés d'accord sur la nécessité d'un changement de la législation, "en urgence", citant les propositions de loi présentées par le PS et le PCF.

Pour le PS, Patrick Bloche a envisagé que le sujet soit abordé lors des prochaines "niches parlementaires" de son parti, en mai.

M. Strauss-Kahn a remarqué qu'une bonne part des problèmes étaient liés à des institutionnels "où l'Etat est majoritaire". Il a aussi assuré que si les locataires manifestaient dans la rue, comme ils l'envisagent, il serait là pour les soutenir, ainsi que d'autres parlementaires socialistes.

Dans la salle, des locataires ont regretté l'absence de proposition d'action immédiate. Certains se sont dits prêts à braver la loi et à empêcher la visite de leur logement par des acheteurs potentiels.

chc/mmr

AFP